|  |
| --- |
| AMR 13/9196/2025 - Argentine - 28 mars 2025 |
| FURTHER INFORMATION | URGENT ACTION | FI UA 079/24-2 |
| Il faut garantir les retraites des personnes âgées |
| ARGENTINE |

Le moratoire sur les cotisations de la sécurité sociale a expiré le 23 mars. Le gouvernement a annoncé qu’il ne cherchera pas à repousser cette échéance, compte tenu du plan d’ajustement budgétaire qui a de graves répercussions sur les retraites des personnes âgées. Si le Congrès n’agit pas, cela portera directement préjudice aux droits des personnes âgées, notamment à ceux des femmes et des travailleurs et travailleuses du secteur informel. Nous appelons le Congrès à garantir un niveau de vie suffisant pour les personnes âgées.

En mars 2023, le Congrès national a adopté la Loi n° 27705 établissant un plan de paiement des dettes de la sécurité sociale (moratoires sur les retraites) sur deux années, comme politique publique visant à garantir l’accès aux pensions de retraite pour les personnes qui n’ont pas 30 années de cotisations. L’objectif était de réparer des situations d’inégalité face au travail informel dans un pays où plus de 47% du marché du travail opère sans cotisations ni déclarations. Le moratoire, qui a expiré le 23 mars 2025, permettait à une personne n’ayant pas pu cotiser durant sa vie professionnelle d’avoir accès à une pension tout en payant pour couvrir la différence de cotisations.

Le gouvernement national a annoncé qu’il ne cherchera pas à repousser cette échéance, étant donné le plan d’ajustement budgétaire qui a particulièrement touché les retraites des personnes âgées.

Si le moratoire sur les cotisations de retraite n’est pas remplacé par un autre système, les personnes qui ne remplissent pas les conditions pour prendre leur retraite ne pourront prétendre qu'à la pension universelle pour les personnes âgées (PUAM), qui correspond à 80% du minimum vieillesse. En février 2025, le montant de la PUAM a été fixé à environ 167 euros et la pension de retraite minimale à 209 euros, des montants bien inférieurs au revenu nécessaire, estimé à 256 euros, permettant d’échapper à la pauvreté, selon l’Institut national des statistiques et des recensements (INDEC). Les personnes qui perçoivent la pension de retraite minimale vivent bien en dessous du seuil de pauvreté. Si la période que couvre la loi n’est pas prolongée, la plupart des futurs retraités, hommes et femmes, recevront encore moins.

Cela aura un impact sur toutes les personnes qui n’ont pas suffisamment cotisé parce qu’elles ont travaillé dans le secteur informel et/ou ont une trajectoire personnelle particulière, mais elle touchera de manière disproportionnée les femmes, qui ont des taux d'informalité plus élevés que les hommes.

Par ailleurs, l’Argentine traverse une crise économique et sociale depuis plusieurs années. Le pays a emprunté au Fonds monétaire international (FMI), par le biais du prêt le plus élevé jamais consenti par l’institution financière internationale. Le FMI a inscrit entre autres conditions que l’Argentine parvienne à un «déficit zéro». Depuis l’investiture du gouvernement en place, cet objectif s’est traduit par l’adoption de mesures fortes en matière d’ajustement budgétaire et d’austérité. Dans son dernier rapport sur le pays, le FMI notait le coût supplémentaire pour le produit intérieur brut (PIB) du moratoire sur les retraites, tout en appelant à protéger les plus vulnérables.

La baisse des retraites a été l'un des principaux moteurs de l'ajustement fiscal réalisé par le gouvernement actuel. Selon l'Institut argentin d'analyse fiscale (IARAF), la réduction totale des dépenses primaires de l’administration publique nationale au cours des deux premiers mois de 2024 (environ quatre milliards d’euros) s'explique à 43% (1,7 milliard d’euros) par la réduction des dépenses de pensions et de retraites, qui était de 33% par rapport aux deux premiers mois de 2023.

Tous les mercredis, les personnes âgées manifestent lors de la «Marche des retraités»; certains rassemblements ont été réprimés, notamment ceux des quatre derniers mercredis. Amnesty International a réuni des informations sur des cas de personnes âgées qui ont été frappées et réprimées à coups de matraque et de gaz lacrymogènes par la police.

Vous trouverez des informations complémentaires (en espagnol uniquement) dans les publications du 6 mars et du 13 mars.

PASSEZ À L’ACTION

* Envoyez un appel courtois en utilisant vos propres mots ou en vous inspirant du **modèle de lettre** à la **page 2**.
* Merci d'agir dans les plus brefs délais, avant le **31 mai** 2025.
* Langue(s) préférée(s): **espagnol\***. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.
* **INFO ENVOIS PAR POSTE**: L’envoi de lettres est possible dans presque tous les pays. Veuillez vous renseigner auprès de la Poste si des lettres sont actuellement envoyées
au pays de destination. Faute de quoi, envoyez-la par e-mail, fax ou les médias sociaux (si disponibles) et/ou via l'ambassade avec la demande de transmission. Merci beaucoup !

|  |  |
| --- | --- |
| APPELS À  | COPIES À  |
| **Pas de service postal possible !**H. Senate of ArgentinaHipólito Yrigoyen 1849, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, ArgentinaH. Chamber of Deputies of ArgentinaAv. Rivadavia 1864, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentina**Veuillez envoyer des e-mails directement à ces personnes:**1. Senator Juliana Di Tullio: juliana.ditullio@senado.gob.ar2. Senator Martín Lousteau: martin.lousteau@senado.gob.ar3. Senator José Miguel Angel Mayans: mayans@senado.gob.ar4. Senator Eduardo Vischi: eduardo.vischi@senado.gob.ar5. Congressman Rodrigo De Loredo: rdeloredo@hcdn.gob.ar6. Congressman Germán Pedro Martínez: gpmartinez@hcdn.gob.a 7. Congressman Miguel Ángel Pichetto: mpichetto@hcdn.gob.ar8. Congressman Cristian Ritondo: critondo@hcdn.gob.ar  | Ambassade de la République ArgentineJungfraustrasse 13005 BerneFax: 031 356 43 40E-mail: esuiz@mrecic.gov.a |
| ⭢ \***Modèle de lettre en espagnol** et guide **réseaux sociaux** voir sur : [amnesty.ch](https://www.amnesty.ch) 🔍**UA 079/24** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Presidente del Senado de Argentina

Presidente de la Cámara de Diputados de Argentina

1. Senator Juliana Di Tullio: juliana.ditullio@senado.gob.ar
2. Senator Martín Lousteau: martin.lousteau@senado.gob.ar
3. Senator José Miguel Angel Mayans: mayans@senado.gob.ar
4. Senator Eduardo Vischi: eduardo.vischi@senado.gob.ar
5. Congressman Rodrigo De Loredo: rdeloredo@hcdn.gob.ar
6. Congressman Germán Pedro Martínez: gpmartinez@hcdn.gob.ar
7. Congressman Miguel Ángel Pichetto: mpichetto@hcdn.gob.ar
8. Congressman Cristian Ritondo: critondo@hcdn.gob.ar

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés,

**Je souhaite vous faire part de ma vive inquiétude concernant la fin du moratoire prévisionnel («moratoria previsional») sur les cotisations de retraite, le 23 mars**. Selon des données officielles publiées par l’administration nationale de la sécurité sociale, en 2024, environ 30% seulement des prestations de retraite ont été accordées sans moratoire sur les cotisations de retraite. Dès lors, si le Congrès ne prend pas de mesures, 69% des femmes et 50% des hommes ne partiront pas à la retraite à l’âge de 60 ou 65 ans, et devront opter pour d’autres solutions qui ne couvrent pas le coût des besoins élémentaires.

Comme vous le savez, des personnes âgées manifestent chaque semaine pour de meilleures conditions de vie, au risque de subir la répression de la police; votre action décisive doit s'attaquer aux causes profondes de leurs revendications. Parallèlement, vous devez éviter que le désespoir économique ne s'aggrave, particulièrement pour les travailleuses et travailleurs du secteur informel, dont la majorité sont des femmes; en effet, ils n’ont pas bénéficié de cotisations de sécurité sociale de la part de leurs employeurs au cours de leur vie active.

Les États doivent démontrer qu’ils ont entrepris tous les efforts possibles pour employer toutes les ressources disponibles afin de respecter les obligations relatives aux droits humains, même en période de crise économique. En outre, ils doivent prendre des mesures délibérées et ciblées afin de préserver les droits des victimes de discrimination et de marginalisation, notamment les personnes âgées.

**Je vous demande donc instamment de concevoir et mettre en place un système de retraite qui garantisse le droit à la sécurité sociale et respecte les obligations internationales de l'Argentine.**

Veuillez agréer, Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République Argentine, Jungfraustrasse 1, 3005 Berne

Fax: 031 356 43 40 / E-mail: esuiz@mrecic.gov.ar